

Un rapport italien démasque la complicité des ONG et des passeurs



Les autorités italiennes, après une longue enquête et un dossier de 651 pages (qui a pu être consulté par des journalistes suisses du « Temps ») accusent nominativement trois ONG internationales d'être les complices des « passeurs » en mer Méditerranée.

Les trafiquants avertissent les ONG dès le départ des embarcations remplies de migrants afin qu'elles puissent se situer, en priorité et avant qu'une autre ONG, apparemment non complice, ou complice d'autres trafiquants, ne puissent les recueillir.

La police italienne a saisi des ordinateurs et des téléphones portables, lors des perquisitions effectuées sur ces bateaux, ce qui leur a permis de reconstituer le schéma employé.

Par exemple, une conversation entre un navire de l'ONG en pleine mer qui était informé qu'un bateau contenant 500 migrants allait bientôt arriver, en provenance des côtes libyennes. Et, quelques instants plus tard, ce bateau arrivait et les migrants montaient tranquillement à bord de l'ONG, sous la surveillance des organisateurs.

D'ailleurs, le chef des « passeurs » montait également à bord du navire de l'ONG et disparaissait dans la nature dès l'accostage dans un port italien.

Des écoutes téléphoniques ont permis de saisir des messages concernant des prises de rendez-vous au large de la Libye, avec le bateau de l'ONG, trois jours plus tard « à 5 h du matin mais pas avant ».

Un policier italien avait infiltré l'une des équipes de sauvetage de l'ONG.

Trois ONG sont ainsi nommées et accusées : « Save the children » via son bateau Vos Hestia, « Médecins sans frontières » via son bateau Vos Prudence et « Jugend Rettet » via le bateau Iuventa.

Ces trois ONG contournaient le système de secours mis en place par les autorités italiennes et collaboraient ainsi à ce trafic lucratif d'êtres humains qui vient s'ajouter au trafic de la vente d'esclaves noirs, toujours pratiqué vers les Emirats Arabes du Golfe, à partir de la Mauritanie et de la Libye.

Ces migrants paient leur passage et plus de 20.000 ont disparu en mer depuis 2015, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

21 personnes au total, membres des équipages de ces navires ONG, ont été interpellées, de différentes nationalités, notamment des Français, des Espagnols, des Italiens et des Allemands, mais aucun des responsables nationaux.

Et, parmi ces dizaines de milliers de migrants, qui enrichissent ONG et passeurs, des soi-disant mineurs isolés non accompagnés qui pour **92 %** sont en fait des majeurs. Selon une enquête de la DSPAP (Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne), communiquée par le quotidien « Le Figaro » et **75 %** d'origine maghrébine (sur 939 demandes d'asile, en 2019, 156 étaient des algériens, 71 des marocains, 2 tunisiens et les autres de diverses origines : libyens, syriens, maliens, etc).

D'autre-part, selon un rapport parlementaire, entre 2000 et 3000 de ces « soi-disant » mineurs isolés non accompagnés seraient tombés dans la délinquance en France.

Manuel Gomez